



Déclarations et Discours

N^o 81/28

L'ALLIANCE DE L'ATLANTIQUE NORD EST LE FONDEMENT DE NOTRE SÉCURITÉ

Allocution du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, en sa qualité de président d'honneur de la session ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord, Bruxelles, le 10 décembre 1981.

...Notre rencontre d'aujourd'hui se situe à un point tournant de l'histoire de l'Alliance de l'Atlantique Nord. Si le maintien d'une capacité de dissuasion efficace est plus important que jamais, de larges couches de nos populations, et notamment les jeunes, se posent cependant de sérieuses questions sur la nécessité de la défense et ne croient plus au concept de la dissuasion. Pire encore, nombre de ces gens ne croient pas que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) soit engagée sur la voie de la paix. Certains vont même jusqu'à penser que les risques de guerre nucléaire seraient accrus si l'Alliance donnait suite à sa décision de moderniser ses forces nucléaires de théâtre.

Nos pays se font l'écho de vives dénonciations de la défense nucléaire de l'OTAN. Nous voyons des gens se masser dans la rue pour condamner la composante modernisation des forces nucléaires de théâtre contenue dans notre décision de décembre 1979. On réclame de l'OTAN qu'elle abandonne ses plans de modernisation, peu importe que l'Union soviétique accepte ou non des réductions correspondantes de ses forces nucléaires. Mais on ignore trop souvent que cette même décision appelait des négociations sur le contrôle des armements ou que le bloc de l'Est s'est doté d'un formidable arsenal nucléaire.

**Il faut savoir
mieux
communiquer**

Il est trop facile de ne voir dans ce courant d'opinion qu'une minorité qui fait du bruit et qui dérange. Mais même si ces préoccupations et ces appréhensions ne sont peut-être le fait que de groupes minoritaires qui savent se faire entendre, cela n'enlève rien à leur gravité. L'existence de telles inquiétudes me donne à penser que nous devons, au sein de l'OTAN, prendre conscience de la nécessité pour chacun de nous de mieux communiquer avec le public. Nous devons en outre faire un effort plus concerté pour informer ceux que le stress de l'ère nucléaire a désorientés et qui ont donc besoin de se voir rappeler le rôle que notre alliance joue dans la protection de nos sociétés contre l'intimidation. Nous devons également parler à ceux pour qui l'Alliance de l'Atlantique Nord est une institution créée il y a longtemps pour des fins et des motifs qui leur semblent relever de l'histoire ancienne.

Lorsque nous parlons à nos populations, y compris aux jeunes, nous devons nous rappeler nos origines, réaffirmer notre foi dans les valeurs auxquelles nous tenons et reconnaître avec lucidité le défi qui nous attend.

Nous pouvons être fiers de nos réalisations. Depuis plus de trente ans, l'Alliance a réussi à préserver la paix en Europe et à empêcher l'Union soviétique d'empiéter sur la zone OTAN. Avant tout, notre politique de dissuasion a donné à l'Europe la plus

longue période de paix qu'elle ait connue en ce siècle. Elle s'est également avérée utile en tant que mécanisme bien structuré pour les consultations politiques et la gestion des situations de crise. Grâce à des valeurs et des intérêts communs, l'Alliance a en outre favorisé une plus grande coopération dans divers domaines reliés à la défense.

Nous avons pu préserver la paix dans le passé parce que nous nous sommes gardé une bonne capacité de dissuasion et que nous avons maintenu le pont transatlantique sur lequel repose la solidarité qui est essentielle à cette alliance. Ces facteurs, qui ont contribué à nos succès passés, demeureront la clé du succès de nos projets futurs.

Mais si nous avons raison d'être satisfaits, nous ne devons pas toutefois verser dans la complaisance, surtout à un moment où des couches de la population ne comprennent plus le rôle de l'Alliance. Il ne suffit pas de rappeler le passé. Nous devons maintenant faire comprendre que les membres de cette alliance recherchent également la paix. Nous devons faire comprendre que notre arsenal, tant nucléaire que classique, n'a pas pour but de déclencher une guerre, mais plutôt d'en empêcher une, qu'elle soit provoquée par erreur ou à dessein.

La décennie de la détente

Nombreux sont ceux qui croient que la situation Est-Ouest est plus ou moins stable depuis dix ans. Il nous semblait pour un moment construire des ponts avec l'Est. Nous vivions dans la décennie de la détente : alors que les superpuissances se consultaient sur une limitation des armes stratégiques, les négociations débutaient sur une réduction mutuelle et équilibrée des forces classiques.

Pendant cette même période, toutefois, l'Union soviétique continuait posément — mais résolument — de constituer son arsenal nucléaire et classique. Par ailleurs, en envahissant l'Afghanistan et en y maintenant son occupation, elle démontre bien qu'elle est disposée à recourir à la force armée dans la poursuite de ce qu'elle croit être ses intérêts nationaux. Mais d'importantes couches de nos populations, pour qui la détente promettait d'enrayer la course aux armes nucléaires, n'ont malheureusement pas saisi toute la gravité de ces événements. Maintenant, elles sont convaincues, à tort d'ailleurs, que ce ne sont pas les missiles soviétiques, ou l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique ou la menace soviétique contre la Pologne qui risquent de porter atteinte à la détente, mais plutôt notre décision de moderniser nos forces nucléaires. À vrai dire, le mouvement pacifiste est davantage fondé sur la peur que sur la logique.

Le désarmement est un sujet de négociation

Nous devons nous efforcer davantage d'alléger ces craintes. Nous devons convaincre nos publics que le désarmement unilatéral accroît plutôt qu'il ne réduit le danger d'une guerre. Nous sommes d'accord avec le mouvement pacifiste : la course aux armes nucléaires peut et doit être arrêtée. Nous devons les persuader que nous ne cherchons pas la supériorité militaire pas plus que nous ne visons la parité absolue. Nous cherchons plutôt une plus grande sécurité au niveau d'armement le plus bas possible, tant nucléaire que classique. Voilà pourquoi nous devons utiliser au mieux nos communiqués et toutes les ressources de communication de l'OTAN pour expliquer qu'il s'agit là du but fondamental de notre alliance. Il nous faut répondre aux angoisses du mouvement pacifiste, mais la vraie campagne de désarmement nucléaire doit être menée à la table de négociation.

Nous avons tous chaudement applaudi la déclaration faite par le président Reagan le 18 novembre. Les Canadiens ont été impressionnés par l'approche globale que le Président a adoptée sur la vaste gamme des questions de contrôle des armements, y compris son annonce que les États-Unis seraient disposés à reprendre les négociations sur les armes stratégiques au début de l'année prochaine. Ils ont également salué l'ouverture, la semaine dernière, des négociations à Genève. La déclaration du Président a beaucoup contribué à atténuer le malaise et l'anxiété quant à l'engagement de l'Alliance vis-à-vis du contrôle des armements.

En tant que leaders de l'Alliance, nous devons tous exercer une grande prudence afin d'éviter tout malentendu quant à notre désir fondamental d'éviter la guerre. Nos populations ont besoin d'être rassurées que la guerre — qu'il s'agisse de guerre nucléaire ou de toute autre forme de guerre — est pour nous tous anathème.

Nous devons évidemment négocier en position de force. Nous ne devons pas faiblir dans notre détermination de contrer la menace soviétique. Toutefois, nous avons maintenant montré plus clairement, à ceux qui souhaitent la paix, notre solution de rechange au désarmement unilatéral.

Nous attachons tous la plus grande importance aux négociations de Genève. Les États-Unis ont entrepris ces négociations, chargés de la lourde responsabilité de représenter les intérêts de leurs partenaires. Nous avons tous été impressionnés par l'intensité des consultations que le Groupe consultatif spécial a menées en préparation de ces négociations. Ces démarches témoignent clairement de l'engagement des États-Unis vis-à-vis des intérêts des alliés ainsi que d'un désir commun de parvenir à des accords efficaces.

**L'OTAN doit
faire preuve de
constance**

Il nous faut maintenant soutenir l'élan des initiatives de contrôle des armements dans le cadre de nos efforts pour améliorer la sécurité de l'OTAN. Nous devons faire preuve de constance non seulement dans nos déclarations publiques, mais aussi dans notre volonté de négocier dans tous les domaines : forces nucléaires de théâtre, réduction des armes stratégiques, réductions mutuelles et équilibrées des forces. Mais avant tout, nous devons maintenir notre solidarité. Sans elle, l'Union soviétique n'aurait pas été amenée à la table de négociations. D'ailleurs, ces négociations elles-mêmes ne pourront réussir si l'Alliance ne continue pas d'appuyer pleinement sa double décision de 1979, réaffirmant par là sa solidarité.

Les événements les plus récents nous ont appris que, au delà des problèmes techniques déjà énormes qu'il faudra surmonter dans les négociations sur le contrôle des armements, il importe d'abord et avant tout, pour assurer le succès de ces négociations, de susciter de part et d'autre suffisamment d'intérêt fondé sur la confiance mutuelle. Il faudra que les deux parties collaborent à cette fin, mais nous devons nous assurer de faire tout en notre pouvoir pour combler ce fossé plutôt que de l'élargir. Dans ce contexte, j'espère que la rencontre entre le président Reagan et le président Brejnev, qui a reçu l'accord de principe des deux parties, se tiendra aussitôt qu'il y aura des chances de succès et que les préparations nécessaires auront été arrêtées.

Nous pouvons également faire davantage pour prouver que l'OTAN est plus qu'une

alliance militaire, c'est-à-dire, qu'elle est une communauté de peuples partageant les mêmes vues, défendant des principes communs, poursuivant des objectifs identiques et recherchant la plus grande coopération dans l'intérêt d'une meilleure stabilité et d'un bien-être accru. Dans ce contexte, permettez-moi d'ajouter que c'est avec un vif plaisir que j'entrevois, de même sans doute que vous tous, l'élargissement de cette communauté par l'acceptation de l'Espagne au sein de notre alliance.

**Autres
développements**

J'aimerais maintenant évoquer très brièvement certains autres développements importants.

Pendant l'année, nous avons revitalisé nos consultations politiques au niveau ministériel. J'ai bon espoir que nous poursuivrons cette heureuse expérience. Nous nous sommes également dotés d'une nouvelle technique d'élaboration de plans d'urgence, qui s'est avérée très efficace.

Je voudrais en outre souligner l'importance de la décision que nous avons prise à Rome, lors de notre dernière réunion ministérielle, lorsque nous avons explicitement reconnu que les événements survenant hors de la zone OTAN peuvent avoir d'importantes incidences sur la sécurité des membres de l'Alliance. L'instabilité et les soulèvements que connaît le tiers monde suscitent des velléités d'ingérence étrangère qui ne peuvent que déstabiliser un monde dont la sécurité est indivisible. Par conséquent, il nous faut absolument continuer d'insister sur le respect du principe de non-ingérence, c'est-à-dire reconnaître le statut d'État non aligné et contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques dans le tiers monde.

La solidarité, même entre peuples partageant les mêmes vues, ne peut être prise pour acquis. Il faut constamment la renouveler, car il est inévitable que des populations vivant dans des milieux différents aient des perceptions et des styles différents. Loin de prétendre que ces différences n'existent pas, nous devons voir à ce qu'elles soient comblées. Voilà notre tâche commune, à laquelle le Canada accorde d'ailleurs une importance toute particulière. Étant donné les tensions internationales que nous vivons, cette tâche revêt encore plus d'importance car la sécurité, la stabilité et l'indépendance de chacun de nous dépendent plus que jamais de la coopération et de la solidarité de tous.

Tant qu'un système de sécurité collective global n'aura pas été institué dans le cadre des Nations Unies — objectif dont la réalisation ne cesse d'être ajournée —, l'Alliance de l'Atlantique Nord continuera d'être le fondement de notre sécurité à tous. Nous nous devons, dès lors, de renouveler notre engagement de travailler ensemble à la réalisation de notre objectif commun, qui est la paix pour nous-mêmes et pour le monde entier.

S/C